



L'émeute de Montréal-Nord

La CSST fera enquête

À la demande de la Fraternité, la Commission de la santé et sécurité au travail (CSST) a accepté de mener une enquête indépendante pour déterminer si certaines méthodes de travail qui sont utilisées dans les situations de manifestation violentes ou d'émeutes doivent être améliorées, à la suite des événements de Montréal-Nord.



On se souviendra que dans la nuit du 10 au 11 août, alors que l'émeute faisait rage, des policiers du SPVM ont dû essayer des coups de feu et qu'une de nos consœurs a été sérieusement blessée à la jambe. Si la manifestation avait été abordée autrement par ceux qui devaient prendre les décisions dans le feu de l'action, aurait-on pu éviter certains risques? Aurait-on pu être plus efficace? Ce sont les questions pour lesquelles nous pourrions avoir des réponses. Il est important de noter que dans ce dossier, la Fraternité ne cherche aucun coupable... Nous souhaitons seulement nous assurer que l'on puisse tirer les leçons d'un tel événement.

C'est donc dans ce contexte que le Comité général de coordination de santé et sécurité au travail (CGSST) a décidé que l'enquête de santé et sécurité qui doit suivre tout accident de travail soit exécutée directement par la CSST, au lieu d'être effectuée à l'interne. Bien sûr, nos préventionnistes auraient pu faire le travail, ils en ont assurément les compétences, mais il est parfois mieux avisé, pour que tout le monde soit plus à l'aise, que les bonnes questions soient posées par quelqu'un qui est complètement indépendant.



L'objet de l'enquête

Au cours des quatre dernières années, trois manifestations violentes ou potentiellement violentes et deux émeutes ont eu lieu à Montréal. Il s'agit des trois manifestations annuelles du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) qui, paradoxalement, sont presque toujours empreintes de violence, et des émeutes du Centre Bell, au printemps dernier, et de Montréal-Nord, en août dernier.

Or, ces cinq événements donnent l'impression que pour des raisons d'image, on tarde à chaque fois à faire intervenir les groupes d'intervention, dont les membres sont beaucoup mieux équipés et beaucoup mieux formés pour contrôler les foules violentes que les policiers des PDQ environnants, qui devraient plutôt être utilisés pour appuyer les membres des groupes d'intervention.

Dans l'émeute de Montréal-Nord, un grand laps de temps s'est écoulé entre le moment où les événements ont commencé à dégénérer et le moment où l'on a enfin donné le feu vert à l'intervention.

Par ailleurs, l'enquête devra également déterminer pourquoi lors de manifestations violentes, on continue de constituer des lignes de défense composées de policiers qui ne sont pas tous équipés de la même façon. Dans un rapport d'intervention daté du 15 mars 2000, l'inspecteur Alain Perreault de la CSST, qui s'était penché sur la question, affirmait :

« J'ai aussi indiqué que des travailleurs effectuant des tâches auxquelles un ou des équipements individuels sont requis doivent porter ces équipements, peu importe leur statut. » Autrement dit, on ne peut utiliser un agent qui est équipé pour faire du contrôle de foule léger dans un contexte où d'autres agents font en même temps du contrôle de foule dit actif.

À notre avis, il serait préférable, dès qu'une menace réelle de violence surgit, de déployer en première ligne les agents des groupes d'intervention. En deuxième ligne, les agents des PDQ qui sont équipés d'un bâton et d'un casque pourraient fermer la marche et procéder aux interventions appropriées.

Être équipés pour faire preuve d'une certaine fermeté, lors d'une intervention qui présente des risques de violence, est une autre bonne façon de préserver une bonne image pour un corps policier. On l'a vu à Montréal-Nord, quand les manifestants ont le temps de tout casser et de mettre le feu avant que les groupes d'intervention interviennent, l'image du Service s'en trouve de toute façon affectée. Peut-être vaudrait-il mieux avoir l'air un peu plus fermes au tout début de l'événement, et ainsi contribuer à ce que l'événement ne dégénère pas, plutôt que d'attendre et d'exposer des policiers mal équipés à des risques inutiles... 🍎

Deux améliorations

- À la suite de nos représentations, nous avons obtenu que tous les membres des groupes d'intervention soient désormais équipés d'un walkie-talkie doté d'un bouton pouvant signaler illico un code 10-07, au cas où des policiers se retrouveraient isolés lors de tels événements.
- Au plan des méthodes de travail, le Service en est actuellement à évaluer si les groupes d'intervention continueront à effectuer des manœuvres d'endiguement lors d'événements violents. S'il est décidé que les groupes d'intervention continueront d'utiliser cette méthode de travail, nous avons obtenu que tous les membres d'intervention soient équipés de casques balistiques.